

le ministre des Finances (M. Wilson). Quand elles seront correctement analysées et mises en parallèle, elles vont enfermer le gouvernement dans une camisole de force, dans une boîte. Ils ont réaffirmé, à ce qu'il semble, l'universalité de la prestation. Ils ont dit qu'il n'y avait pas de récupération fiscale. Quand on passe en revue les options qui s'offrent, j'ai bien peur que pour remplir n'importe quelle sorte de promesse il va falloir en réalité une augmentation générale d'impôts.

J'inviterai les députés à examiner pendant les vacances parlementaires les déclarations qu'on nous a faites depuis une semaine et demie. Nous avons demandé au gouvernement de rapprocher la date du budget, afin que les Canadiens puissent savoir s'ils vont avoir les versements ou pas. Le gouvernement a refusé. Nous avons demandé au premier ministre de prier son ministre des Finances et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social d'accélérer la publication des documents d'orientation concernant les allocations familiales et les pensions, pour que les Canadiens puissent connaître les intentions de leur gouvernement. Le gouvernement a refusé. C'est en partie sans doute, et surtout peut-être, étant donné ce qui s'est dit à la Chambre à propos des questions opiniâtres qui y ont été posées, que ces documents devront être refaits par le ministre pour tenir compte du point de vue de l'opposition et de celui des Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai demandé au premier ministre de donner à tout le moins aux Canadiens un énoncé clair et simple de l'intention de son gouvernement. Il s'y est refusé, préférant nous accuser de chercher la petite bête. Il n'y a qu'à voir le hansard du 14 décembre à la page 1237. Tout ce que je peux dire au premier ministre, c'est que si le gouvernement continue de semer la confusion et la méfiance au sujet des programmes qui touchent des millions de Canadiens, il faudra qu'il s'habitue à nous voir chercher la petite bête, parce que nous n'avons pas l'intention de cesser de parler de cette question tant qu'il ne l'aura pas tirée au clair une fois pour toutes.

Au lieu de réponses, tout ce que récoltent les questions que nous posons sérieusement sur ce sujet fondamental et vital, ce sont des boutades et des plaisanteries. Je tiens à dire au premier ministre que la Chambre n'est pas une salle de vaudeville ni un théâtre burlesque. Nous devons à nos commettants et à tous les Canadiens de répondre à l'énorme confiance qu'ils nous ont accordée en nous envoyant tous ici pour les représenter. Nous nous devons de débattre de façon approfondie et rationnelle la question dont nous sommes saisis. Nous ne pouvons pas tenir de débat approfondi quand le gouvernement ne nous donne qu'une vague idée de ses intentions. Un débat approfondi est impossible si le gouvernement s'entête à ne pas répondre à des questions simples et préfère jouer des jeux frivoles et inconvenants avec une question qui touche des millions de Canadiens.

Ce débat a lieu parce que nous, de l'opposition officielle de ce côté-ci de la Chambre, avons exercé des pressions sur le gouvernement pour que d'une façon ou d'une autre, soit dans le budget, soit par une déclaration ou même en répondant à nos questions, il dissipe l'ambiguïté et respecte son engagement de ne pas s'attaquer à l'universalité des programmes sociaux.

Pouvoir d'emprunt

Ce débat ne se terminera pas, monsieur le Président, ni aujourd'hui, ni l'année prochaine, tant que le gouvernement ne prendra pas l'engagement clair et non équivoque, plausible, crédible et irrécusable de ne pas s'attaquer à l'universalité des programmes sociaux au Canada sur laquelle comptent des millions de Canadiens. L'universalité qui fait partie de notre contrat social et elle constitue l'un des éléments unificateurs qui font du Canada un pays où il fait très bon vivre.

Des voix: Bravo!

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je me réjouis de prendre part à ce débat. Je regrette seulement que nous ayons eu à le faire. Ainsi que l'a signalé le chef de l'opposition (M. Turner), les deux partis qui forment l'opposition ont insisté pour qu'il ait lieu. Cette semaine, nous avons réclamé un débat sérieux justement parce qu'un élément de notre vie sociale et politique que nous avons cru immuable, au Canada, c'est-à-dire nos programmes sociaux et le principe d'universalité qui les étaye, a été remis en question. Effectivement, il se trouve menacé par un gouvernement qui manifeste, dans les circonstances, son peu d'égard et sa froideur pour le principe de l'universalité.

● (1250)

Pendant cette période dont les trois partis sont convenus, j'entends d'abord situer la question dans un contexte beaucoup plus vaste que nous ne l'avons fait jusqu'ici au cours de nos débats, principalement à la période des questions, laquelle ne se prête pas particulièrement bien aux dissertations philosophiques. Par sa nature, le débat qui s'amorce aujourd'hui, tout juste avant le congé de Noël, et que nous reprendrons à la rentrée, ne peut avoir lieu que dans une société moderne.

Les députés à la Chambre ne professent pas tous la foi chrétienne. L'idée que pareil débat ait pu se dérouler au Moyen-Âge paraît totalement anachronique. A une époque antérieure à la société de marché, on supposait que tous, hommes et femmes, avaient des droits et des obligations réciproques. Les biens et les avantages à distribuer ne devaient pas faire l'objet d'un marché. La question des ressources n'entraînait pas en ligne de compte; on n'obligeait pas à payer ceux qui avaient de l'argent tout en condamnant les autres à demander la charité. Cela est venu plus tard.

L'idée principale que je veux faire ressortir, c'est qu'il n'y a pas si longtemps dans l'histoire de l'humanité, on parlait du principe ou du moins c'était une notion chrétienne, qu'un contrat social existait entre les membres de la société en vertu duquel ils profitaient solidairement de ses richesses. L'avènement du mécanisme de marché a effectivement désorganisé ce jeu de droits et d'obligations réciproques au sein de la société. Nous avons vu se développer aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, une conception de la société qui l'a complètement transformée au cours de cette période. On a assisté à un transfert de responsabilités naguère exercées collectivement ou solidairement, vers le marché.

Nous avons vu se produire une réaction parce que nous avons pu constater où ce mouvement menait. D'une part il a mené à la plus grande accumulation de richesse de l'histoire de l'humanité. Je veux parler bien sûr du capitalisme. Au cours de cette transformation nous avons assisté à une croissance fantastique sans précédent de la capacité productive de la société humaine. Nous avons aussi vu des êtres humains relégués à